

1514^e réunion, 3-5 décembre 2024 (DH)

Liste indicative consolidée d'affaires pour la 1521^e réunion (mars 2025) (DH) adoptée lors de la 1514^e réunion

Annexe 1

C. Examen des affaires à la 1521^e réunion

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
1	SHARXHI ET AUTRES ¹	ALBANIE	10613/16	28/05/2018	Démolition des appartements et des locaux commerciaux des requérants au mépris d'une injonction du tribunal interdisant aux autorités de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte aux droits de propriété.	CM/Del/Dec(2024)1507/H46-1 Septembre 2024
2	STRAZIMIRI	ALBANIE	34602/16	21/05/2020	Mauvaises conditions de détention et traitement médical inadéquat d'un malade mental soumis à un traitement médical obligatoire ordonné par un tribunal ; détention illégale dans une institution (pénitentiaire) inadéquate sans traitement psychiatrique approprié ; absence d'examen rapide de la légalité de la détention du requérant ; absence de droit à une indemnisation.	CM/Del/Dec(2024)1501/H46-1 Juin 2024
3	GROUPE KHADIJA ISMAYILOVA	AZERBAÏDJAN	65286/13+	10/04/2019	Violations du droit des requérantes à la vie privée et à la liberté d'expression en relation avec leur profession.	CM/Del/Dec(2024)1501/H46-3 Juin 2024
4	GROUPE MAMMADLI	AZERBAÏDJAN	47145/14	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale ou leur engagement politique et social actif, en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	CM/Del/Dec(2024)1507/H46-4 Septembre 2024
5	GROUPE INSANOV	AZERBAÏDJAN	16133/08	14/06/2013	Procédures pénales et civiles inéquitables ; conditions de détention inhumaines et dégradantes.	CM/Del/Dec(2019)1340/H46-3 Mars 2019
6	SHENTURK ET AUTRES	AZERBAÏDJAN	41326/17	10/06/2022	Transfert extrajudiciaire de l'Azerbaïdjan vers la Türkiye et déni de garanties effectives de protection contre le refoulement arbitraire.	Premier examen
7	GROUPE SEJDIĆ ET FINCI	BOSNIE-HERZÉGOVINE	27996/06	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	CM/Del/Dec(2024)1501/H46-7 Juin 2024
8	GROUPE BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT AD ET AUTRES	BULGARIE	7031/05	17/10/2016	Absence d'accès approprié aux tribunaux concernant le retrait d'une licence bancaire et iniquité des procédures concernant l'insolvabilité des banques.	CM/Del/Dec(2023)1483/H46-9 December 2024

¹ En vertu du paragraphe de la décision adoptée lors de la 1507^e réunion (septembre 2024) (DH), les Délégués ont décidé « si aucune mesure concrète n'était prise d'ici là pour assurer le paiement, [...] de reprendre l'examen des mesures individuelles lors de leur réunion de mars 2025; »

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
9	GROUPE ORGANISATION MACÉDONIENNE UNIE ILINDEN ET AUTRES	BULGARIE	59491/00	19/04/2006	Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	CM/Del/Dec(2024)1507/H46-7 Septembre 2024
10	Y. ET AUTRES A.E.	BULGARIE	9077/18 53891/20	05/09/2022 23/08/2023	Absence de protection de la vie d'une femme dans le contexte d'incidents répétés de violence domestique. Absence de protection adéquate d'une mineure victime de violence domestique ; discrimination en raison de l'incapacité des autorités à traiter de manière adéquate la violence domestique à l'égard des femmes.	Premier examen
11	KHAN	FRANCE	12267/16	28/05/2019	Défaut de prise en charge et de protection d'un mineur étranger non accompagné étant donné ses conditions de vie sur le site de la « lande » de Calais et non-exécution de l'ordonnance du juge des enfants visant à le protéger.	CM/Del/Dec(2022)1451/H46-12 Décembre 2022
12	GROUPE IDENTOBA ET AUTRES	GÉORGIE	73235/12	12/08/2015	Absence de protection contre des attaques homophobes ou des attaques à motivation religieuse.	CM/Del/Dec(2024)1507/H46-9 Septembre 2024
13	MERABISHVILI	GÉORGIE	72508/13	28/11/2017	Décisions insuffisamment motivées par les juridictions nationales pour justifier le maintien en détention provisoire ; maintien en détention provisoire pour le motif prédominant visant à obtenir des informations du requérant sur une tierce personne.	CM/Del/Dec(2024)1501/H46-13 Juin 2024
14	MAISON DE LA CIVILISATION MACÉDONNIENNE ET AUTRES	GRÈCE	1295/10	09/10/2015	Refus disproportionné d'enregistrement de l'association requérante.	CM/Del/Dec(2019)1362/H46-9 Décembre 2019
15	BAKA	HONGRIE	20261/12	23/06/2016	Absence de droit d'accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une violation de son droit à la liberté d'expression.	CM/Del/Dec(2024)1501/H46-15 Juin 2024
16	BAKIRDZI ET E.C.	HONGRIE	49636/14	03/04/2023	Restriction discriminatoire des droits de vote des requérants appartenant à des minorités nationales reconnues.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-16 Mars 2024
17	GROUPE GAZSÓ	HONGRIE	48322/12	16/10/2015	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.	CM/Del/Dec(2024)1501/H46-16 Juin 2024
18	VARGA ET AUTRES + GROUPE ISTVÁN GÁBOR KOVÁCS	HONGRIE	14097/12+ 15707/10	10/06/2015 17/04/2012	Surpopulation carcérale et mauvaises conditions de détention, absence de recours effectif et autres déficiences dans la protection des droits des détenus.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-18 Mars 2024
19	DI SARNO ET AUTRES LOCASCIA ET AUTRES	ITALIE	30765/08 35648/10	10/04/2012 19/01/2024	Incapacité prolongée d'assurer le fonctionnement approprié du service de collecte, de traitement et d'élimination des déchets en Campanie, absence de recours effectif à cet égard et atteinte au bien-être personnel des requérants à cause de la pollution causée par une décharge.	CM/Del/Dec(2022)1436/H46-12 Juin 2022 Premier examen

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
20	GROUPE CROCE ET AUTRES + GROUPE PENNINO	ITALIE	17607/08 + 43892/04	16/12/2021 17/12/2014	Inexécution ou de l'exécution tardive de décisions de justice internes définitives et impossibilité pour les requérants d'obtenir leur exécution par le biais d'une procédure d'exécution.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-20 Mars 2024
21	L.	LITUANIE	27527/03	31/03/2008	Absence de législation régissant les conditions et les procédures relatives au traitement médical de changement de sexe.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-21 Mars 2024
22	MANOLE ET AUTRES	RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	13936/02	17/12/2009 13/10/2010	Censure et contrôle politique par les autorités de l'État de la Société publique de télévision, Teleradio-Moldova.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-23 Mars 2024
23	V.I.	RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	38963/18	26/06/2024	Placement d'office et retard dans la sortie d'un hôpital psychiatrique et traitement psychiatrique inutile d'un mineur ; absence d'enquête sur la négligence des autorités et sur les abus sexuels commis par d'autres patients ; absence de recours effectif ; traitement discriminatoire du requérant en tant qu'enfant présentant une déficience intellectuelle.	Premier examen
24	TYSIAC R.R. P. ET S. M.L.	POLOGNE	5410/03 27617/04 57375/08 40119/21	24/09/2007 28/11/2011 330/01/2013 14/03/2024	Absence de cadre juridique approprié pour l'exercice du droit à l'avortement thérapeutique en cas de désaccord entre la patiente et le médecin spécialiste (Tysiac) et défaut d'accès aux tests prénataux permettant de prendre une décision éclairée sur l'opportunité de procéder à un avortement (R.R.). Manquement à l'obligation de fournir des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l'avortement légal (P. et S.). Impossibilité de pratiquer un avortement légal en Pologne en raison d'anomalies du fœtus à la suite d'un arrêt de la Cour constitutionnelle d'octobre 2020, adopté dans une composition ne respectant pas les exigences de l'État de droit et dans des circonstances révélant l'absence de prévisibilité (M.L.)	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-25 Mars 2024 Premier examen
25	BĂLȘAN	ROUMANIE	49645/09	23/05/2017 23/08/2017	Manquement des autorités à leur obligation de protéger la requérante contre des actes de violence domestique.	CM/Del/Dec(2020)1383/H46-14 Septembre 2020
26	C.	ROUMANIE	47358/20	30/08/2022 30/11/2022	Défaut de protection de l'intégrité personnelle de la requérante en raison de lacunes importantes dans l'enquête pénale concernant des allégations de harcèlement sexuel sur le lieu de travail.	Premier examen
27	GROUPE CATAN ET AUTRES	FÉDÉRATION DE RUSSIE	43370/04+	19/10/2012	Violation du droit à l'instruction des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-29 Mars 2024
28	GROUPE NAVALNYY ET OFITSEROV	FÉDÉRATION DE RUSSIE	46632/13	04/07/2016	Différentes violations concernant diverses mesures répressives prises par les autorités contre M. Aleksey Navalnyy, avec des liens factuels forts entre elles.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-40 Mars 2024

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
29	UKRAINE c. RUSSIE (CRIMÉE)	FÉDÉRATION DE RUSSIE	20958/14	25/06/2024	Multiples de la Convention concernant les événements survenus en Crimée entre le 27/02/2014 et le 16/09/2022, date à laquelle la Fédération de Russie a cessé d'être partie contractante à la Convention. Les violations concernent : le droit à la vie, l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants, le droit à la liberté à la sûreté, le droit à un procès équitable, pas de peine sans loi, le droit au respect de la vie privée et familiale, la liberté de religion, la liberté d'expression, la liberté de réunion, l'interdiction de la discrimination, la limitation de l'usage des restrictions aux droits, la protection de la propriété, le droit à l'éducation, la liberté de mouvement.	Premier examen
30	VEREIN KLIMASENIORINNEN SCHWEIZ ET AUTRES	SUISSE	53600/20	09/04/2024	Manquement de l'État à son obligation positive de mettre en œuvre des mesures suffisantes de lutte contre le changement climatique.	Premier examen
31	CHYPRE c. TURQUIE	TÜRKIYE	25781/94	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre (personnes portées disparues).	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-33 Mars 2024
32	KAVALA	TÜRKIYE	28749/18	12/05/2020 11/07/2022 (Article 46 § 4)	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	CM/Del/Dec(2024)1514/H46-37 Décembre 2024
33	GROUPE SELAHATTİN DEMİRTAŞ (n° 2)	TÜRKIYE	14305/17	22/12/2020	Détention injustifiée des requérants en l'absence de raisons plausibles de les soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique. Levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner les requérants en raison de leurs discours politiques. (Mesures générales et individuelles)	CM/Del/Dec(2024)1514/H46-38 Décembre 2024
34	GROUPE ÖNER ET TÜRK GROUPE ALTUĞ TANER AKÇAM GROUPE ARTUN ET GUVENER GROUPE İŞIKIRIK	TÜRKIYE	51962/12 27520/07 75510/01 41226/09	30/06/2015 25/01/2012 26/09/2007 09/04/2018	Ingérences injustifiées dans la liberté d'expression, notamment en raison des condamnations pénales, y compris en matière de diffamation, et de l'effet dissuasif en résultant. Condamnations imprévisibles pour appartenance à une organisation illégale du seul fait d'avoir assisté à une réunion publique et d'y avoir exprimé son opinion.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-36 Mars 2024
35	PİŞKİN	TÜRKIYE	33399/18	19/04//2021	Rupture injustifiée du contrat de travail et contrôle juridictionnel inadéquat	Premier examen
36	VARNAVA ET AUTRES	TÜRKIYE	16064/90+	18/09/2009	Absence d'enquête effective sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-37 Mars 2024
37	LUTSENKO	UKRAINE	6492/11	19/11/2012	Restrictions à la liberté visant à punir les requérants pour des raisons autres que celles autorisées par la Convention.	CM/Del/Dec(2023)1459/H46-31 Mars 2023

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
38	SHMORGUNOV ET AUTRES	UKRAINE	15367/14	21/04/2021	Nombreuses atteintes aux droits humains lors des manifestations de Maidan.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-39 Mars 2024